

Elazar, Daniel J. (Ed.), *Self Rule/SharedRule : Federal Solutions to the Middle East Conflict*. Ramat Gan, Israel, Turteldove Publishing, 1979, 277 p.

Marcel Cloutier

Volume 12, numéro 3, 1981

L'Europe et le système monétaire international

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/701260ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/701260ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Cloutier, M. (1981). Compte rendu de [Elazar, Daniel J. (Ed.), *Self Rule/SharedRule : Federal Solutions to the Middle East Conflict*. Ramat Gan, Israel, Turteldove Publishing, 1979, 277 p.] *Études internationales*, 12(3), 613–614. <https://doi.org/10.7202/701260ar>

ELAZAR, Daniel J. (Ed.), *Self Rule/Shared Rule: Federal Solutions to the Middle East Conflict*. Ramat Gan, Israel, Turtledove Publishing, 1979, 277 p.

Deux élections à la fin de 1980, celles de Ronald Reagan à la présidence des États-Unis et de Shimon Peres à la tête du parti travailliste israélien, risquent de rendre les conclusions de ce livre très attirantes tout en conférant à l'ouvrage un notoriété publique pour des raisons plus politiques qu'intellectuelles puisque l'on s'attend à ce que Reagan cherche à changer les règles du jeu israélo-égyptien et que Peres se fasse l'avocat d'une paix autre que simplement israélo-égyptienne, comme ce dernier l'explique lui-même. Or, les conclusions que présentent Daniel Elazar se tournant vers une autre direction que la voie égyptienne. *Self Rule/Shared Rule* est le fruit du 2^e congrès annuel Paterson sur les solutions fédérales aux problèmes politiques contemporains. Il s'agit donc d'un ouvrage collectif produit à même les multiples présentations et interventions qui y ont eu lieu. On y retrouve d'ailleurs les points faibles des ouvrages collectifs et des productions de colloque : styles différents, manque de rigueur de certaines présentations, etc. Contrairement à ce que son titre suggère, ce volume ne traite pas du conflit israélo-arabe, ni même des conflits israélo-arabes comme certains le précisent, mais bien du problème des territoires occupés dans leurs relations futures avec Israël et la Jordanie.

L'ouvrage se divise en trois parties : certains abordent, en premier lieu, les cadres culturels, sociaux, économiques et politiques qui mettent en interaction différentes collectivités, juives et arabes dans le cas présent, et l'intérêt d'une approche fédérale comme solution politique à la gestion des relations entre ces groupes. Cette partie est, à notre avis, la plus faible du volume. Puis, d'autres conférenciers présentent quelques expériences fédérales ou quasi-fédérales à l'échelle internationale. Ces interventions ne sont pas toutes d'égale valeur. Enfin, un troisième groupe se penche sur les solutions fédérales qui peuvent aboutir à un règlement du conflit israélo-arabe dans sa dimension « territoires occupés ». Un appendice suit mais il s'agit, à vrai dire, d'un

document servant de toile de fond à la troisième partie. D'ailleurs, cette dernière constitue la raison d'être du volume. Quelques présentations valent la peine d'être soulignées : sur les cadres économiques, celle d'E. Kanovsky ; à propos de l'expérience belge, celle de M. Heisler ; sur celle vécue au Nigéria, l'intervention de R. Melson ; enfin, sur les solutions fédérales possibles au conflit israélo-arabe, celles de R. Weitz et de B. Akzin (cette dernière est d'ailleurs fondamentale puisque c'est Akzin qui présente la solution que D. Elazar, dans l'introduction à l'ouvrage, affirme être celle qui rencontre la faveur de la majorité des participants au colloque).

La solution envisagée est un condominium israélo-jordanien sur la rive occidentale du Jourdain et Gaza. Akzin écrit : « The idea for a condominium with Jordan means the following : the autonomy - whatever its extent - on the West Bank and in the Gaza area, would be under the tutelage or the supervision not of one sovereign country, but of two, Israel and Jordan » (p. 197). Il est intéressant de noter que cette solution vient après que plusieurs participants aient souligné l'impossibilité d'appliquer une solution fédérale au problème israélo-arabe, qu'un conférencier (G. Ben Dor) ait parlé, par contre, de l'applicabilité d'arrangements quasi-fédéraux et que nombre d'intervenants aient insisté sur le lien essentiel qui unit fédéralisme et démocratie. La solution favorisée à ce colloque sur le fédéralisme n'est ni véritablement démocratique puisque les Arabes des territoires occupés n'ont pas la possibilité de se prononcer sur la sorte d'arrangement politique avec lequel ils devraient vivre, ni véritablement fédérale puisque Israël et la Jordanie conserveraient la pleine souveraineté sur leurs territoires respectifs et qu'ils partageraient seulement la souveraineté sur les territoires occupés. Or s'agit-il là de fédéralisme ? Pas plus, à mon avis, que le condominium franco-anglais sur les Nouvelles Hébrides ou que le condominium anglo-égyptien sur le Soudan ne sont des solutions fédérales. D'ailleurs, le deuxième exemple offre un parallèle frappant avec le condominium israélo-jordanien qui est proposé : l'un des partenaires est beaucoup plus fort militairement et politiquement que l'autre.

Si la solution proposée n'efface pas la valeur de certaines présentations, elle ne m'apparaît pas moins comme sérieusement discutable d'un point de vue strictement fédéral et manifeste, à mon avis, la résurgence d'un néo-colonialisme qu'on veut déguiser. Mais il s'agit d'une solution qui sera sûrement discutée dans plusieurs cercles politiques dans les mois à venir.

Marcel CLOUTIER

*Département de science politique
Université Laval*

CHINE

COPPER, John Franklin, *China's Global Role: An Analysis of Peking's National Power Capabilities in the Context of an Evolving International System*, Stanford (Cal.), Hoover Institution Press - Stanford University, 1980, 197 p.

Reflétant l'accalmie de l'après-Révolution culturelle, l'ouvrage de J.F. Copper marque un tournant dans les études de la Chine contemporaine. L'objectif n'est pas nouveau : plusieurs sinologues, dont Aidie, Fairbank, Hinton, Hsiao, Kim et Wilson ont tenté d'évaluer et de définir la place et le rôle de la Chine dans la communauté internationale. L'apport original de Copper réside dans sa définition plus précise des termes, surtout du concept de « pouvoir » (pp. 1, 6-9, 146), dans son approche multidisciplinaire mais délibérément non historicisante et dans l'envergure et l'entrecroisement de ses analyses empiriques et inductives.

Copper définit le pouvoir comme « la capacité d'exercer une influence significative sur les affaires internationales » (p. [1]). Cette capacité repose sur six facteurs qu'il appelle les « ingrédients » ou les « éléments » du pouvoir : géographie et population, ressources naturelles, base économique, puissance militaire, système politique, science et technologie. Ces six éléments forment les six chapitres - corps de l'ouvrage. À partir d'une

analyse diachronique et synchronique de ces six facteurs dans le cadre national chinois et comparativement aux deux superpuissances (EU et URSS) et aux pays de deuxième rang (Allemagne, Brésil, France, Inde, Japon, Royaume-Uni, etc.), Copper conclut que la Chine n'a aucune chance de devenir prochainement une superpuissance et qu'elle ne se situe même pas parmi les premières puissances de deuxième rang. Pour l'avenir prévisible, si l'on tient compte de l'influence mutuelle des six éléments du pouvoir et de leur rapport au système dynamique des relations internationales, la Chine semble même devoir connaître une diminution de son influence globale plutôt qu'une augmentation.

Par exemple, tout en reconnaissant le rôle important de la Chine dans l'évolution du système international vers la multipolarité, Copper soutient que les lignes de force qui sous-tendent celle-ci (hausse de la fréquence des conflits mais baisse de leur intensité, augmentation de l'interaction entre les nations, ralentissement de la course aux armements, et déclin du rôle de l'idéologie) affaiblissent proportionnellement le pouvoir international de la Chine (pp. 144-146).

Les arguments de Copper se resserrent à un étayage impressionnant de statistiques puisé principalement dans les publications des Nations Unies, du Central Intelligence Agency, du London International Institute for Strategic Studies et du Stockholm International Peace Research Institute. Il est difficile de récuser de telles sources et les conclusions qu'en tire Copper. On peut cependant se demander si le déterminisme matérialiste de Copper ne rétrécit pas indûment sa vision de la Chine et ne le porte pas à exagérer quelque peu le caractère nécessaire de l'évolution du « système international ».

Le livre de Copper, que je recommande fortement à tous ceux qui s'intéressent à la Chine et à l'avenir du monde, aurait été plus convaincant encore si l'auteur s'était montré plus sensible aux ironies de l'histoire.

Charles LE BLANC

*Centre d'études de l'Asie de l'Est
Université de Montréal*